

Natacha VAISSET

LIRA, composante de l'EA 4327 ERIMIT
Université Rennes 2
Place du Recteur Henri le Moal, 35043 Rennes cedex
natacha.vaisset@orange.fr

Doctorante

**De l'Université à la Cité :
vision perspective et prospective des politiques éducatives
dans la République Bolivarienne d'Hugo Chávez**

En tant que droit fondamental mentionné dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme¹, l'accès à l'éducation au sein de la République Bolivarienne du Venezuela, ses modalités d'application et leur observation dans le cadre d'une recherche universitaire s'intègrent pleinement dans la thématique des journées d'études « Recherche et droits de l'homme dans les travaux universitaires sur les Amériques ». L'article 26 de la Déclaration susmentionnée indique en effet :

1. Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire. L'enseignement technique et professionnel doit être généralisé ; l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite.
2. L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.
3. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Dans le cas du Venezuela contemporain – c'est-à-dire depuis la première élection d'Hugo Chávez Frías à la présidence en 1998 –, choisir l'éducation comme objet de recherche implique de prendre en compte une réalité politique complexe qui se caractérise par un fort antagonisme entre les partisans et les opposants du président vénézuélien.

En outre, l'idéologie chaviste se positionne simultanément en rupture par rapport au régime dit « de Punto Fijo »² et en résonance par rapport au projet bolivarien du XIX^e siècle. Il convient donc d'étudier son système éducatif selon une perspective à la fois diachronique – comme processus de réforme et de refondation – et synchronique – en mettant en contraste l'organisation de ses différents sous-systèmes et ses orientations pédagogiques, tant dans un cadre national qu'international –.

Enfin, cette recherche sur l'éducation, enjeu crucial dans une société vénézuélienne en crise, se doit d'adopter une vision prospective : on se demandera, d'une part, dans quelle mesure la recherche effectuée pourra avoir un impact sur le groupe social observé, et d'autre part, dans quelles conditions il est envisageable de passer de l'éducation comme objet de recherche à la l'éducation comme engagement.

¹ *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme*, Paris, 10 décembre 1948, Article 26.

² Période démocratique caractérisée par une volonté de stricte alternance des partis à la présidence entre 1958 et 1998. Le régime actuel dénonce sa dérive vers un système rongé par la corruption et inadapté à l'évolution de la société.

Dans le cadre de notre thématique sur les droits de l'homme et la recherche universitaire, nous nous interrogerons sur les conséquences éventuelles d'une forte interaction entre le milieu éducatif et l'activité politique dans une société en mutation telle que le Venezuela contemporain.

Ainsi, nous insisterons dans un premier temps sur les interactions entre la sphère éducative et la sphère politique au Venezuela. Puis, dans un second temps, nous montrerons comment l'éducation y est orientée vers le politique, selon son acception étymologique de « vie de la cité ». Enfin, dans un troisième temps, nous évoquerons le rôle et la place du chercheur dans cette dialectique éducation-politique.

1. Interaction éducatif-politique au Venezuela

Longtemps considéré comme une manne pétrolière pour les Etats-Unis, le Venezuela se distingue dans le panorama politique latino-américain en raison de la longévité et de la stabilité (relative) de sa démocratie fondée sur le Pacte de Punto Fijo de 1958, qui a largement inspiré la Constitution de 1961. Or, en mettant fin soudainement à un jeu politique mené essentiellement par les oligarchies³, l'élection d'Hugo Chávez Frías à la présidence de la République et sa politique de réforme des institutions – après la promulgation d'une nouvelle Constitution en 1999 – a suscité un élargissement de la fracture sociale se manifestant par des tensions entre les différents groupes sociaux et par un discours politique violent émanant des deux parties.

Dans ce contexte politique, la complexité du système éducatif (**Figure 1**), où coexistent désormais le système « bolivarien » et le système traditionnel⁴, génère à la fois un manque de transparence, des difficultés de gestion et d'importantes disparités entre les établissements, de sorte que l'on ne peut que constater des inégalités flagrantes en matière d'accès à l'éducation, de conditions d'enseignement et de contenus pédagogiques.

³ Basé à partir de 1958 sur une stricte alternance des partis ayant permis l'instauration de la démocratie, le champ de l'action politique s'est restreint progressivement aux élites économiques, soutenues par les médias, créant un sentiment d'exclusion au sein d'une grande partie de la population. À ce sujet, voir : Natacha Vaisset, 2005, *Aspectos, límites y consecuencias de la Constitución venezolana de 1961*, mémoire de Master 2 « Les Amériques », Université Rennes 2, Rennes, 111 p.

⁴ Nous entendons par « système éducatif traditionnel » l'ensemble d'institutions qui dispense des enseignements dans le cadre du cursus linéaire s'étendant de l'école maternelle au « bachillerato ».

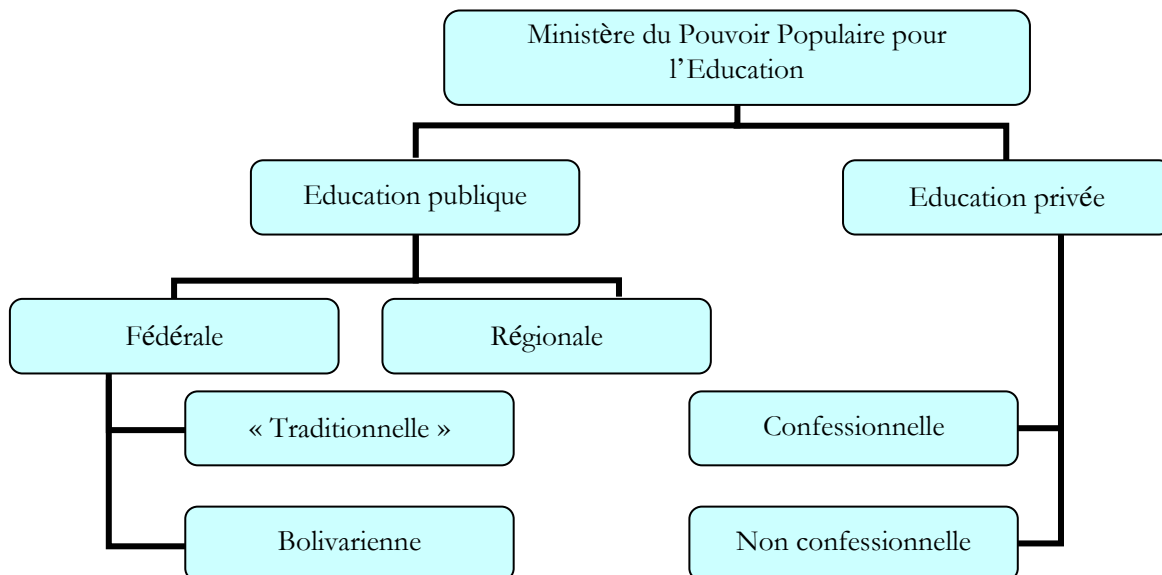


Figure 1: un système éducatif complexe

En outre, depuis 2001, en parallèle de ce système traditionnel, le gouvernement investit une partie des revenus de ses ressources pétrolières dans des missions à caractère social, parmi lesquelles se distinguent depuis 2003 les missions éducatives : Robinson I et II, Ribas et Sucre. Leur objectif est de permettre aux adultes n'ayant pas pu poursuivre d'études d'y remédier. Robinson I prend en charge l'alphabétisation ; Robinson II permet de suivre en 2 ans les enseignements de l'école primaire ; Ribas poursuit la formation pendant 2 années jusqu'à l'obtention du « bachillerato » (nécessaire pour accéder à l'enseignement supérieur) ; enfin, Sucre amène les étudiants jusqu'à un niveau Master en une durée égale à celle de l'université traditionnelle (soit 5 ans).

Missions														
Simoncito			Robinson II				Ribas				Sucre			
Système « traditionnel »														
Ciclo Básico						Ciclo Diversificado			Superior					
Prescolar		Primaria				Básica	4 ^o año	5 ^o año	6 ^o año		10 semestres			
		1 ^{ra} etapa		2 ^{nda} etapa		3 ^{ra} etapa								
Système français														
Maternelle			Primaire				Collège			Lycée			Supérieur	
1	2	3	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	6è	5è	4è	3è	2nde	1ère	Term.

Figure 2 : Equivalence des systèmes éducatifs

C'est ainsi que la mission Robinson I a procédé en 8 mois à l'alphabétisation d'environ 1,25 million de personnes au moyen de la méthode cubaine « Yo sí puedo », relayée auprès des populations concernées par 70 formateurs cubains et 100 000 volontaires vénézuéliens.

Par conséquent, en faisant passer son taux d'analphabétisme d'environ 8% à moins de 4%⁵, le Venezuela a pu se déclarer en octobre 2005 « territoire libre d'analphabétisme » selon les critères de l'UNESCO⁶.

Toutefois, il convient de reconnaître que les « facilitateurs »⁷, bénévoles, sont rarement des enseignants et plus souvent des étudiants – au moins titulaires du « bachillerato » – auxquels on reproche régulièrement de ne pas être des professionnels de l'enseignement. Néanmoins, cette situation n'est pas incompatible avec les objectifs de l'éducation dite « bolivarienne » : un ensemble de stratégies éducatives que l'on pourrait qualifier de « participatives » puisqu'elles sont basées sur l'implication des enseignants, mais également des étudiants-élèves et de l'ensemble des acteurs de la communauté.

Enfin, l'orientation du gouvernement se confirme lorsque, en janvier 2008, Hugo Chávez annonce une relance de la « révolution bolivarienne » et de la réforme des institutions⁸ sous la forme de 5 « moteurs »⁹. En effet, au sujet du 3^{ème} moteur « Moral y Luces », le président déclare :

L'éducation ne concerne pas seulement l'étude d'une matière déterminée [...] c'est beaucoup plus, il s'agit de valeurs, de culture, de solidarité. Une révolution éthique, c'est pour cela que je reprends la superbe phrase de Bolívar à Angostura : la Morale et les Lumières sont les pôles d'une république.¹⁰

L'éducation est donc entendue au sens large selon les trois catégories suivantes : formelle (dans les salles de classe de tous niveaux), informelle (dans les médias, à l'Eglise,...) ou non formelle (dans les congrès, séminaires,... ouverts au public). Par ailleurs, en revitalisant le plan sur 7 ans lancé en 2001 et en prônant une accélération de la « bolivarianisation » des établissements scolaires¹¹, les pouvoirs publics précisent les orientations idéologiques, politiques et pédagogiques, et les objectifs assignés au système éducatif.

2. L'éducation orientée vers le politique

Dans les faits, cette clarification des attentes du gouvernement bolivarien en matière d'éducation avait commencé par la publication au cours de l'année 2007 du « Nuevo Currículo Bolivariano »¹², où apparaissait déjà un extrait d'un discours de Simon Bolívar qui allait donner son nom au 3^{ème} moteur : « La morale et les lumières sont les pôles d'une république, la morale et les lumières sont nos premiers besoins... »¹³. Ce « Nuevo Currículo Bolivariano » – texte de référence à l'usage des enseignants, mais également de tous les membres de la communauté – revendique des influences pédagogiques qui permettent au gouvernement de justifier les nouveaux fondements du système en mutation et de préciser

⁵ Données de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO.

⁶ Le taux minimum d'alphabétisme doit être de 95% au moins pour qu'un pays puisse revendiquer ce statut.

⁷ Les volontaires servant d'interface entre la méthode cubaine et les populations sont appelés « facilitadores ».

⁸ Cette relance a pour objectif de modifier les habitudes de vie sur le long terme.

⁹ 1^{er} moteur : la Loi Habilitante, « voie directe vers le socialisme » ; 2^{ème} moteur : la Réforme Constitutionnelle ; 3^{ème} moteur : « Morale et Lumières, une éducation avec des valeurs » ; 4^{ème} moteur : la « Nouvelle Géométrie du Pouvoir », réagencement socialiste de la géopolitique de la nation ; 5^{ème} moteur : l'« Explosion du Pouvoir Communal », pour une démocratie « participative, révolutionnaire et socialiste ».

Pour plus de renseignements, consulter le site : <<http://www.bibliotecayacucho.gob.ve/fba/index.php?id=102>>

Nous effectuons toutes les traductions présentes dans cette étude.

¹⁰ « La educación no tiene que ver sólo con el estudio de una materia determinada [...] es mucho más que eso, se trata de los valores, la cultura, la solidaridad. Una revolución ética, por eso tomo la tremenda frase de Bolívar allá en Angostura: Moral y Luces son los polos de una república », *Ibid.*

¹¹ Les établissements « bolivariens » calquent leur progression et leurs niveaux sur le système traditionnel.

¹² Littéralement, « Nouveau Cours Bolivarien ». Il définit dans les grandes lignes les objectifs du nouveau système.

¹³ « Moral y luces son los polos de una República, moral y luces son nuestras primeras necesidades... », Simon Bolívar, Discours d'Angostura, 1819 ; cité dans « Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela.

les enjeux des politiques éducatives sur le plan politique et social, notamment au sujet du respect des droits de l'Homme.

Le texte invoque en premier lieu « l'arbre au trois racines », symbole par excellence de la paternité idéologique du régime chaviste imputée à Simón Bolívar, Simón Rodríguez et Ezequiel Zamora, figures historiques qui incarnent respectivement le pouvoir moral, l'éducation populaire et le développement endogène. En effet, ce symbole figure en bonne place dans la majorité des établissements scolaires dits « bolivariens » sous forme d'affiches ou de fresques. Toutefois, certains considèrent que cette référence appuyée s'apparente davantage à une convention ou à un procédé didactique qu'à une filiation idéologique directe, notamment en raison de la différence de contexte historique et social¹⁴.

De fait, l'introduction du document souligne qu'y sont développées « les lignes directrices méthodologiques qui confèrent cohérence et pertinence au processus éducatif propre au modèle de société [qu'ils sont] en train de construire »¹⁵. Par conséquent, il semble évident que les modèles pédagogiques soutenus ou proposés par la suite par le Cubain José Martí à la fin du XIX^{ème} siècle et surtout – à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle – par les Vénézuéliens Belén San Juan et Luis Beltrán Prieto Figueroa, ou le Brésilien Paulo Freire, sont davantage susceptibles d'influencer les positions actuelles du gouvernement.

Ainsi, le recours à l'ouvrage de Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*¹⁶, permet de clarifier ce modèle éducatif conçu comme « un processus historico-social, intégral et permanent »¹⁷. En effet, Paulo Freire déclarait en 1974 : « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. »¹⁸. Le système éducatif bolivarien s'appuie donc sur une vision globale du monde et sur une redéfinition des rapports entre enseignants et apprenants qui, si elle n'abandonne pas le principe des connaissances apportées par les enseignants, met également en valeur les expériences de vie, l'implication du sujet dans la société et le regard critique. Il s'agit alors de renoncer à une structure hiérarchique de l'éducation et d'adopter une perspective démocratique où enseignants et apprenants se doivent d'être responsables socialement et politiquement : les premiers s'appliqueront à contextualiser les apprentissages et les seconds observeront une attitude active dans leur processus de formation. Enfin, l'éducation, envisagée comme processus de prise de conscience et de libération, s'emploierait à former l'homme, non pas pour en faire un travailleur, simple rouage de la machine économique, mais pour favoriser son développement en tant qu'être politico-social « émancipé et digne ».

Le texte de septembre 2007 précise que la mise en place concrète de cette vision éducative surviendrait au sein des deux grandes stratégies de réforme proposées par le gouvernement vénézuélien : d'une part, les Missions et, d'autre part, les établissements « bolivariens » – à savoir, les *Simoncito* (écoles maternelles), les Ecoles et les Lycées Bolivariens, les Ecoles Techniques Robinson et les établissements d'Education Interculturelle Bilingue¹⁹ –.

¹⁴ Concernant l'utilisation de l'adjectif « bolivariano », voir : Eglantine Samouth, « L'adjectif *bolivariano* dans le discours politique vénézuélien », communication au colloque international *Les discours politiques en Amérique Latine. Filiations, polyphonies, théâtralités*, Université Marne-La-Vallée, 12, 13 et 14 février 2009.

¹⁵ « (...) las líneas orientadoras metodológicas que dan coherencia y pertinencia al proceso educativo propio del modelo de sociedad que estamos construyendo », « Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela, p.13.

¹⁶ Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés* (1974), traduction de Lucille et Martial Lefay, Ed. La Découverte, Paris, 2001.

¹⁷ « Un proceso histórico social, integral y permanente », « Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela, p.13.

¹⁸ Paulo Freire, *op. cit.*

¹⁹ Les établissements d'Education Interculturelle Bilingue permettent aux minorités indigènes (environ 2% de la population vénézuélienne) de dispenser des cours en espagnol et dans leur langue traditionnelle.

En outre, les modalités d'application de ces principes s'articuleraient autour de quatre piliers fondamentaux détaillés dans le « Nuevo Currículo Bolivariano » et introduits par une citation de Prieto Figueroa justifiant d'emblée les choix opérés par le Ministère de l'Éducation dans le cadre de ces nouveaux programmes :

L'Etat intervient de plein droit dans l'organisation de l'éducation du pays, et oriente, en fonction de sa doctrine politique, cette éducation.²⁰

Employée à dessein, l'autorité du pédagogue vénézuélien légitime ici pleinement le rôle politique conféré à l'entité éducative dans les réformes actuelles. En outre, l'image des quatre piliers renvoie à la stabilité de ce socle – le système éducatif – sur lequel s'appuiera la formation du citoyen « bolivarien ». Ces piliers se déclinent comme suit, sous l'intitulé « Apprendre à... » :

- CRÉER : promouvoir l'innovation afin de transformer le contexte « social-communautaire »,
- COHABITER ET PARTICIPER : valoriser l'apprentissage collectif en vue de la constitution d'une démocratie participative,
- VALORISER : développer une éthique sociale dans un but de coopération/solidarité, en partie par le travail volontaire,
- RÉFLÉCHIR : former le sens critique, une culture politique ainsi qu'une conscience et un engagement sociaux.

En d'autres termes, il s'agit de promouvoir une éducation adaptée aux particularités socio-historiques et « communautaires » inhérentes au pays.

A cet égard, on comprendra que les orientations des réformes éducatives constituent non seulement un véritable enjeu sur le plan politique et social, mais encore qu'elles sont le point de départ de la revendication d'un nouveau modèle de société, différent de celui des sociétés occidentales européennes. En effet, il convient de mettre en relation les politiques éducatives chavo-bolivariennes avec une vision géopolitique particulière qui se positionne volontairement en marge des critères européocentristes dominants. C'est d'ailleurs ce que revendiquent les auteurs du « Nuevo Currículo Bolivariano » en critiquant l'apprentissage cognitif et conceptuel en vigueur dans l'ancien modèle éducatif vénézuélien – considéré comme caractéristique des valeurs du monde occidental et du « colonialisme européocentriste capitaliste »²¹ – et en valorisant un apprentissage collectif et contextualisé.

Certes, on pourrait considérer la mise en exergue de « l'amour de la Patrie » comme la marque d'un nationalisme exacerbé. Néanmoins, il convient de situer cette tendance dans un contexte sociohistorique où, pour une grande partie des jeunes générations, le fait de vivre au Venezuela constitue un pis-aller et où l'expatriation est associée à la réussite²². En outre, ce souhait de revalorisation de l'identité nationale s'accompagne d'un effort constant en faveur de la diversité et du multiculturalisme, notamment par la reconnaissance des nombreuses ethnies indigènes, et s'inscrit d'emblée dans une perspective latino-américaine, caribéenne et universelle.

Les réformes du système éducatif affichent donc clairement comme objectif l'amélioration de la situation des Droits de l'Homme par la promotion d'une culture de l'effort et du mérite et de valeurs telles que l'honnêteté ou l'entraide, en réponse à des

²⁰ « El Estado interviene por derecho propio en la organización de la educación del país, y orienta, según su doctrina política, esa educación. », Luis Beltrán Prieto Figueroa, *El Estado y la Educación en América Latina* (1947), cité dans le « Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela, p.15.

²¹ « El colonialismo eurocéntrico capitalista », « Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela, p.18.

²² Alors que le Venezuela représentait un nouvel eldorado à la fin des années 50, avec une immigration importante, notamment en provenance d'Europe.

phénomènes ancrés dans la société actuelle (clientélisme, corruption, individualisme,...). Ainsi, les deux premiers objectifs formulés dans le « Nuevo Currículo Bolivariano » sont :

1. la formation d'un être humain accompli, social, solidaire, critique, créatif et autodidacte.
2. la promotion des Droits de l'Homme et l'exercice d'une culture de la paix.²³

Par ailleurs, si le texte mentionne également la nécessité d'une « formation pour la défense de la souveraineté nationale », faut-il nécessairement considérer cette mesure comme un appel aux armes ? Ne s'agirait-il pas plutôt d'une tendance « néo-indépendantiste » en réponse à toutes les formes de néocolonialisme, c'est-à-dire d'une recherche de paradigmes et de perspectives propres au Venezuela ainsi qu'à l'ensemble du sous-continent latino-américain ? A cet égard, la politique de « sauvetage »²⁴ de l'Histoire (des Histoires) indigène montre bien un désir de changement de perspective par rapport à la vision européocentriste des descendants des *conquistadors*.

3. Rôle du chercheur dans la dialectique éducation-politique

Toutefois, une analyse documentaire déconnectée de la réalité matérielle de ces réformes éducatives « bolivariennes » ne saurait suffire, de sorte qu'une observation « sur le terrain » devient nécessaire afin de mesurer la portée de ce processus de réforme. Par ailleurs, au vu des soupçons d'instrumentalisation de l'éducation qui pèsent sur la classe politique, il revient au chercheur, à la lumière des réflexions précédentes, de développer des outils d'observation et d'interprétation qui lui permettront, au-delà de ses convictions personnelles, de proposer une vision plus nette de la situation.

Nos observations, réalisées dans l'Etat du Zulia, bastion de l'opposition anti-Chávez et état le plus riche du pays, ont mis en évidence d'importantes disparités entre les établissements en fonction de leur catégorie d'appartenance (cf : Figure 1). Nous prendrons ici l'exemple de deux établissements d'enseignement secondaire de Maracaibo, la capitale de l'état : d'une part, le Liceo Bolivariano Rafael María Baralt (le plus ancien collège-lycée de la ville, intégré en 2005 dans le corps des établissements « bolivariens ») et, d'autre part, le Liceo Bellas Artes (privé non confessionnel allant de l'école maternelle au « bachillerato »).

D'une part, on peut mesurer les différences en termes de conditions d'enseignement selon différents critères : la présence ou le manque de matériel didactique (fournitures, manuels,...), le nombre d'enseignants et d'apprenants à chaque niveau, ou l'état des infrastructures. Ainsi, l'établissement privé met davantage de matériel à disposition, propose des infrastructures plus récentes et plus diversifiées (des fontaines d'eau potable, des salles de classe climatisées²⁵, des laboratoires, une salle audiovisuelle, un terrain de football, une piscine, un préau, une salle de spectacles,...) et dispose d'un personnel – pédagogique, administratif et d'entretien – plus nombreux.

Toutefois, si les enseignants de l'enseignement privé bénéficient de rémunérations supérieures à celles de leurs collègues du public, nous remarquons que leur niveau de formation est similaire. En outre, afin de favoriser l'égalité de l'accès à l'éducation, le Liceo Baralt offre un repas par jour à ses élèves, comme prévu lors de la création du système éducatif « bolivarien ».

D'autre part, on observe que les établissements se différencient du point de vue des contenus pédagogiques. Au Liceo Bellas Artes, les matières enseignées sont plus nombreuses (en particulier dans les domaines artistiques et sportifs) et les langues étrangères abordées

²³ « Promover : 1. La formación de un ser humano integral, social, solidario, crítico, creativo y autodidacta. 2. El fomento de los Derechos Humanos y el ejercicio de la cultura de la paz. ». Objectifs et principes développés en 14 points, *Ibid.*, pp.22-23.

²⁴ « Rescate de la memoria histórica », *Ibid.*, p.23.

²⁵ Au Venezuela, l'eau du robinet n'est pas potable et à Maracaibo la température oscille généralement entre 30 et 45°C.

(anglais et français) dès la première année de primaire. Néanmoins, sur ce dernier point, on remarque un effort des pouvoirs publics qui ont mis en marche en 2006 un programme d'apprentissage du français dans les établissements « bolivariens », en collaboration avec le réseau des Alliances Françaises et les facultés de langues de certaines universités²⁶.

Ainsi, le sous-système d'éducation privé attire les franges aisées de la population – qui contribuent à l'équilibre financier des établissements en payant, entre autres, des droits d'inscription –, de sorte que les disparités entre le privé et le public s'accroissent, au détriment du sous-système public, d'accès gratuit et délaissé par les pouvoirs publics jusqu'à ces dernières années. En outre, alors que depuis 1998 les gouvernements chavistes s'efforcent de remédier à cette situation²⁷, le quotidien d'opposition *El Nacional* vient d'annoncer, en septembre 2009, que le budget alloué au Ministère Populaire de l'Éducation serait revu à la baisse²⁸ pour l'année à venir.

Cette annonce intervient dans un climat de tension extrême autour des questions d'éducation suite à la promulgation de la *Ley Orgánica de Educación* au début du mois d'août 2009. La réaction massive et virulente des médias d'opposition et les manifestations menées par les organisations étudiantes anti-chavistes s'intègrent, selon nous, dans un rejet global des politiques chavistes de la part de l'opposition. Par conséquent, les acteurs du système éducatif, qu'ils adhèrent ou non aux réformes « bolivariennes », sont manifestement influencés par les fluctuations de ce processus politique fortement polarisé, de sorte que leur évaluation de la situation s'accompagne très souvent de considérations peu objectives.

Quels sont alors les recours du chercheur – étranger ou non – pour dédramatiser le débat ? Comme nous le mentionnions précédemment, il nous est indispensable de prendre en compte les contrastes existant entre le discours des deux parties et nos propres constats. À cet égard, nous adhérons à la proposition d'Inés Aguerrondo concernant l'évaluation de la qualité de l'éducation²⁹. Cette dernière précise bien qu'il ne s'agit pas de mesurer la qualité du système éducatif et de ses acteurs en termes d'efficacité ou de rendement, mais d'évaluer l'adéquation entre le projet politique/de société et le projet éducatif. Cette position comporte néanmoins des inconvénients dans le contexte du Venezuela du début du XXI^{ème} siècle. D'une part, elle nous oblige à adopter comme point de référence un projet de société qui suscite une polémique violente et divise la nation. D'autre part, l'évaluation du système éducatif et de ses réformes doit alors passer par une évaluation de tout un système de société, ce qui soulève des questions d'ordre universel, face auxquelles le chercheur peut difficilement conserver une totale impartialité.

Par conséquent, des critères d'évaluation communs à l'ensemble de la communauté internationale³⁰ sont absolument nécessaires lorsqu'il s'agit d'aborder les thématiques liées aux droits de l'Homme, à condition qu'ils soient élaborés dans le souci de préserver un équilibre subtil entre souveraineté nationale et consensus international. Par ailleurs, chaque cas d'étude requiert une approche particulière, qui doit se garder autant que possible d'appliquer de façon artificielle des schémas de pensée européens. Ainsi, dans le cas des réformes éducatives dans la République Bolivarienne du Venezuela, il convient d'adopter une perspective à la fois diachronique et synchronique et d'observer qu'elles se fondent sur un double mouvement d'adhésion et de rejet. En effet, d'une part, elles s'inscrivent – en intention du moins – dans la continuité des idéologies indépendantistes du XIX^{ème} siècle mais en rupture par rapport aux politiques menées par le régime dit « de Punto Fijo », et, d'autre part, elles professent un souhait d'extension vers l'international (essentiellement en direction des

²⁶ Dont l'Université du Zulia.

²⁷ La part du PIB consacrée à l'éducation est passée de 2,8% en 1999 à 7,6% en 2008. Rapport national CONFINTEA VI, Venezuela, juillet 2008, p 4, disponible sur <<http://www.unesco.org/fr/confinteavi/>>.

²⁸ De 36,2 à 34,2 milliards de Bolívares Forts, soit 5,5%. www.elnacional.com

²⁹ Inés Aguerrondo, «La calidad de la educación : ejes para su definición y evaluación », 1993.

³⁰ Ceux du Haut-commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, de l'UNESCO ou d'Amnesty International notamment.

pays sous-développés ou en voie de développement) tout en rejetant les valeurs du monde capitaliste (dont l'économie vénézuélienne dépend pourtant).

Le rôle du chercheur en Sciences Humaines est donc de décrypter une réalité complexe et d'en pointer les innovations, les carences et les dysfonctionnements. Réalisée dans le cadre universitaire, a priori à l'écart de tout conflit d'intérêt, la recherche n'exclut pourtant pas la possibilité d'un engagement « dans le monde réel ». C'est d'ailleurs ce qui se passe dans le cadre d'une recherche sur un système éducatif, puisque l'éducation est à la fois objet d'étude et pratique professionnelle. En outre, en choisissant d'analyser une situation problématique contemporaine, le chercheur peut, éventuellement, transmettre ses observations et ses analyses aux instances dirigeantes concernées afin qu'elles s'en servent comme base de travail. À cet égard, les interrogations soulevées et les résistances suscitées par les réformes du système éducatif vénézuélien, les difficultés d'organisation qu'il rencontre dans ce contexte de société en crise, et les défis qu'il lui reste à relever, constituent autant de questions trouvant leur place au sein d'une recherche universitaire qui se conçoit également comme acte citoyen.

La recherche universitaire ne saurait donc évoluer sans être connectée en permanence avec l'objet qu'elle étudie, en particulier lorsque cet objet est lié à la question des droits de l'Homme dans un contexte contemporain. Ainsi, dans le cas particulier des thématiques éducatives, la recherche peut devenir un moyen de s'assurer que le droit à l'éducation – voie vers la liberté individuelle et l'autonomie – s'applique dans des conditions satisfaisantes. C'est donc en offrant une vision à la fois perspective et prospective que le chercheur intègre l'Université à la vie de la Cité.

Bibliographie :

Aguerrondo, I., 1993, «La calidad de la educación : ejes para su definición y evaluación ». In : *La Educación, Revista Interamericana de Desarrollo Educativo*, año XXXVII, n° 116, III, OEA ; Article, pp.561-578.

Freire, P., *Pédagogie des opprimés*, 1974, traduction de Lucille et Martial Lefay, Ed. La Découverte, Paris, 2001.

Prieto Figueroa, L. B., *El Estado y la Educación en América Latina*, 1947, Ediciones Monte Ávila, 1990.

Vaisset, N., 2005, *Aspectos, límites y consecuencias de la Constitución venezolana de 1961*, mémoire de Master 2 « Les Amériques », Université Rennes 2, Rennes, 111 p.

Textes émanant du gouvernement vénézuélien :

« Constitución de la República Bolivariana de Venezuela », Caracas, 30 Décembre 1999.

« Plan educación para todos », Ministerio de Educación, Cultura y Deporte, mars 2003, Caracas, Venezuela.

« Políticas, programas y estrategias de la educación venezolana », Ministerio de Educación, Deportes, août 2004, Caracas, Venezuela.

« Diseño curricular del sistema educativo bolivariano », Ministerio del Poder Popular para la Educación, septembre 2007, Caracas, Venezuela.

« Ley orgánica de educación », Asamblea Nacional de la República Bolivariana de Venezuela, 13 août 2009.

Colloque :

Samouth, E., 2009 : « L'adjectif *bolivariano* dans le discours politique vénézuélien ». In : *Les discours politiques en Amérique latine. Filiations, polyphonies, théâtralités*, Colloque international, Université Paris-Est, 12, 13 et 14 Février 2009. Communication (à paraître).

Références Internet :

« Venezuela, plan educación para todos, mars 2003 »

Disponible à l'adresse : <<http://www.unesco.org/fr/education/>>

Accès le 10 novembre 2009.

« Déclaration Universelle des Droits de l'Homme », Paris, 10 décembre 1948.

Disponible à l'adresse : <<http://www.un.org/fr/documents/udhr/>>

Accès le 10 novembre 2009.

« Rapport national CONFINTEA VI (Sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes) du Venezuela »

Disponible à l'adresse : <<http://www.unesco.org/fr/confinteavi/>>

Accès le 10 novembre 2009.

« Education au Venezuela, Institut de Statistiques de l'UNESCO »

Disponible à l'adresse :

<http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/document.aspx?ReportId=121&IF_Language=fra&BR_Country=8620&BR_Region=40520>

Accès le 10 novembre 2009.

« Todos los motores a máxima revolución... ¡rumbo al socialismo! »

Disponible à l'adresse : <<http://www.bibliotecayacucho.gob.ve/fba/index.php?id=102>>.

Accès le 10 novembre 2009.